

Ils l'ont fait ! Retrouvez des exemples de bonnes pratiques de nos membres

| Thématique | Collectivité / EPCI - Bonnes pratiques |
|---|---|
| Déploiement de gouvernances multi-acteurs partant du bassin de vie | <p>Agripariseine : structure associative transpartisane réunissant sept structures – Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, Département de la Seine-Saint-Denis ; Eau de Paris ; Métropole de Rouen Normandie ; Métropole du Grand Paris ; PETR du Nord de l'Yonne ; Ville de Paris – pour accompagner la structuration des filières</p> <p>Terres de source : à l'initiative d'Eau du Bassin Rennais, le syndicat de production d'eau potable qui fournit l'eau potable aux 550 000 habitants de son territoire, regroupant 75 communes autour de Rennes, : 1.un label permettant de reconnaître les produits provenant de matières premières agricoles issues d'exploitations certifiées s'engageant en faveur de l'eau et plus globalement de l'environnement 2.une Société Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) destinée à gérer le bien commun qu'est l'eau via la commercialisation de produits agricoles issus des exploitations labellisées.</p> <p>Montpellier métropole, Toulouse métropole, Nantes métropole, Aix Marseille Provence : déploiement de chartes de réciprocité avec les territoires voisins et/ou chartes d'engagement avec les communes membres</p> <p>Grenoble Alpes métropole, Aix Marseille Provence : déploiement de PAT interterritoriaux</p> |
| Mobilisation du MIN comme outil structurant de reterritorialisation | <p>Nantes métropole : révision des orientations du marché d'intérêt national deuxième de France après Rungis et premier fournisseur alimentaire de la Région, en vue d'affirmer une polarité agroalimentaire au bénéfice du territoire</p> <p>Voir également MIN et Métropole de Montpellier/ Toulouse métropole</p> |
| Démarche de diagnostic territorial en vue de décliner une stratégie de territorialisation chiffrée/élaboration d'indicateurs d'évaluation visant à rendre compte de l'efficacité du PAT | <p>Dijon/Dijon métropole : projet TIGA (territoire d'innovation grande ambition), et déploiement d'une démarche de construction d'indicateurs d'impact économique, d'impact social et d'impact environnemental du projet alimentaire territorial</p> <p>Rennes métropole : 13000ha, 700 maraîchers à installer, 900 emplois agricoles à créer, avec des cibles fixées filières par filières, pour atteindre la moitié de la surface agricole en bio d'ici 2030, préserver et augmenter les emplois dans toute la filière (de 28 000 à 30 000 emplois)</p> |
| Mobilisation de la restauration collective comme outil de transformation des pratiques et de structuration de filière | <p>Rennes : déploiement d'un centre de formation des cuisiniers, 14 000 repas/jour (49 restaurants scolaires, 17 crèches, 6 EHPAD, 1 EHPA et 4 restaurants administratifs), 90% des repas produits à la cuisine centrale (liaison froide), entre 6 et 8 tonnes de denrées alimentaires travaillées quotidiennement.</p> <p>Dijon/Dijon métropole : « chouettes cantines » partenariat avec l'INRAE, actions d'accompagnement du plaisir à manger des repas sains et durables, après établissement d'un diagnostic de la durabilité de l'alimentation en restauration scolaire</p> <p>Terres de Source, Agripariseine : déploiement d'outils favorisant la réponse aux appels d'offre et la structuration logistique pour permettre le positionnement des producteurs locaux durables (voir ci-dessus)</p> |

| | |
|--|--|
| | <p>Plan alimentation durable de la ville de paris et Stratégie de Paris pour une alimentation durable : articulation de différents labels pour une stratégie ambitieuse d'approvisionnement (30 millions de repas par an). Objectifs : 75% d'alimentation AB et 50% des denrées issues d'exploitations de production, d'élevage et de transformation implantées dans un rayon de moins de 250 km autour de Paris, 2 repas végétariens par semaine avec une alternative végétarienne quotidienne, 100% de saison, 100 % des protéines animales bio ou labellisées selon les pratiques les plus exigeantes pour le bien-être animal, 100% des bananes et du chocolat issus de filières équitables ; 50% de réduction du gaspillage alimentaire, valoriser localement 100% des déchets alimentaires</p> |
| Action zéro pesticide / préservation des bassins de captage / encouragement de cultures durables | <p>Levier de la commande publique et restauration collective (voir expériences ci-dessus)</p> <p>Rennes métropole : plan de sortie des pesticides de synthèse à horizon 2030</p> <p>Eaux de Paris : démarche de préservation, restauration et amélioration de la qualité des eaux, déploiement de mesures agro-environnementales territorialisées sur l'ensemble du réseau (voir également Agripariseine)</p> <p>Strasbourg métropole/ville de Strasbourg : Mobilisation des paiements pour services environnementaux.</p> |
| Déploiement d'une stratégie foncière intégrée, anticipée et transparente | <p>Rennes métropole - La stratégie adoptée en 2022 met en avant le parcours des porteurs de projet, l'acquisition foncière, l'accompagnement des transitions, une cellule de veille et la sensibilisation à l'alimentation durable https://www.calameo.com/rennes-ville-et-metropole/read/005416234b022db53072b?page=1</p> <p>Saint-Etienne métropole : anticipation des transmissions reprise par un travail de terrain avec la chambre d'agriculture, mise en place de deux PAEN</p> <p>Grenoble Alpes métropole - Partenariat entre la Métropole, la SAFER et l'EPFL – stratégie commune de veille et d'intervention sur la transmission de foncier, frais de portage organisés dans le cadre d'un conventionnement dédié, observatoire interterritorial en partenariat avec l'Isère</p> <p>Brest métropole : cellule foncière, instance de concertation autour des problématiques d'aménagement et du foncier agricole ;</p> <p>Aix-Marseille Provence : animation des Zones agricoles protégées, convention d'intervention foncière avec la SAFER</p> <p>Eurométropole / Ville de Strasbourg : méthodologie d'attribution des terres libres, contractualisation avec clauses environnementales ; programme de prise de contact/diagnostic en ciblant des agriculteurs de plus de 55ans sans reprenneur ; Action avec la Safer, la chambre d'agriculture, Bio Grand Est et Terres de lien pour identifier et prospecter les profils susceptibles d'être demandeurs d'accompagnement pour la transmission.</p> |
| Coordination des acteurs de l'aide alimentaire | <p>Déploiement de coordination et cartographie dans le respect des compétences de chaque acteur : Brest, Le Havre...</p> <p>Mutualisation d'espaces de stockage et de préparation des commandes pour faciliter l'accès à des produits frais et locaux : MIN de Nantes ; MIN de</p> |

| | |
|--|---|
| | <p>Montpellier ; Banque alimentaire sur le territoire du Grand Nancy ; Plateforme d'approvisionnement des épiceries sociales pour des produits non disponibles auprès des banques alimentaires (Montpellier)</p> <p>Mutualisation des outils de liaison froide : mise à disposition de chambre froide lors de la réception de grosses commandes et/ou sessions de glanages (Grand Nancy)</p> <p>Grouperments d'achats - Réseau VRAC (Rennes, Lyon etc.)</p> |
| <p>Déploiement de dispositifs de lutte contre la précarité alimentaire à visée transformatrice</p> | <p>Montreuil – projet Passerelle en lien avec Action contre la faim et l'armée du salut pour expérimenter le transfert monétaire non fléché</p> <p>Ville de Lyon/Métropole de Lyon – expérimentation à scénarios variables sur plusieurs cohortes d'une cinquantaine d'étudiants</p> <p>Dijon/Dijon métropole : expérimentation d'une dotation financière</p> <p>Caisse commune de Montpellier : modèle assis sur des cotisations différenciées</p> <p>Territoires à vivre : territoires des métropoles de Toulouse, Marseille, Montpellier, Lyon. Déploiement d'écosystèmes pour articuler production et consommation dans une perspective d'empowerment et de remobilisation - https://www.civam.org/acces-a-lalimentation-pour-tous-les-resultats-du-projet-territoires-a-vivres-sont-disponibles/</p> |
| <p>Structuration de systèmes de transformation et conservation locaux</p> | <p>Dijon métropole : dans le cadre du projet TIGA, déploiement d'actions en vue d'introduire la culture du sarrasin ; mise en place d'une légumerie en vue de renforcer les approvisionnements de la restauration scolaire et de l'étendre le cas échéant à la restauration hors domicile</p> <p>Projet Terrasol (consortium autour du territoire de la métropole de Montpellier) : penser un modèle de transformation auto-financés pour les producteurs et les bénéficiaires</p> |
| <p>Structuration d'un écosystème de formation</p> | <p>Ville de Paris, Le Havre Seine métropole, Saint-Etienne métropole, Eurométropole de Metz : coopérations émergentes avec l'enseignement agricole dans le cadre du PAT</p> <p>Saint-Etienne métropole, Le Havre Seine métropole, Grenoble Alpes métropole, Eurométropole de Metz... : financement d'espaces tests agricoles</p> <p>Strasbourg métropole : mise en place d'une UCARE en lien avec le lycée agricole d'Obernai ; compléter la formation du BPREA (brevet professionnel responsable d'entreprise agricole) par l'expression des attentes, ambitions, actions d'une agglomération sur l'enjeu de la t</p> <p>Grenoble Alpes métropole - Cofinancement de l'accompagnement d'espaces test</p> <p>Rennes métropole - la maison de l'emploi et la mission locale ont intégré la dimension agricole</p> |

| | |
|--|---|
| | Clermont Auvergne Métropole : mobilisation de terrains sur le patrimoine des collectivités pour des installation en maraîchage |
|--|---|